



**Déclaration FSU**  
**CTSD de rentrée du 4 septembre 2018**

Nous sommes loin d'être euphoriques en cette rentrée des classes. Et la commande ministérielle, à grand renfort médiatique, d'une rentrée en musique, ne peut faire croire à l'opinion publique qu'il s'agit de fanfaronner !

La trêve estivale n'a en rien assoupli la stratégie aveugle du pouvoir ni le rythme effréné de casse de ce qui fonde et assure une véritable Solidarité : la solidarité entre les différentes strates sociales, entre les territoires, entre les travailleurs et ceux qui aimeraient l'être, entre les actifs et les retraités, entre le Pouvoir Public et les plus fragiles. Le Service Public doit être une Institution, le sanctuaire de ce qui fonde toute politique de progrès social, de services rendus à la collectivité. L'Ecole en est un pilier majeur.

Elle croise les différentes générations et doit donner le meilleur qu'une société évoluée puisse faire pour ses enfants.

L'Évaluation édictée en postulat serait le maître-mot d'une solution à tous nos maux. Evaluer de manière officielle nos élèves dans tous les établissements de France et de Navarre à plusieurs reprises, permettra à nos dirigeants de dire qu'ils mesurent le niveau de nos élèves et de leurs enseignants. Que si le niveau de nos élèves a baissé, il s'agit d'y remédier en travaillant mieux ! La photographie à un instant t, obtenue, discutable, devrait pourtant leur démontrer l'impérieuse nécessité de donner les moyens à l'Institution de mieux fonctionner : des classes moins chargées, des équipes stables, complètes, des réseaux d'aide de proximité, la mise en place de plus de maîtres que de classes, un remplacement assuré ... pour que les élèves apprennent et s'épanouissent pleinement. Les conditions de travail des personnels (recrutement, formation, rémunération, valorisation...) sont déterminantes pour réussir l'Ecole du XXI<sup>ème</sup> siècle.

L'Ecole, le Service Public, qu'on soit en ville ou à la campagne, ne doit jamais être pointée du doigt comme une charge que la République ne pourrait assumer.

L'Etat est le seul maillon qui peut garantir une impartialité, une redistribution des richesses, un rééquilibrage suivant les territoires.

Des classes sont encore trop chargées dans le Cantal comme ailleurs. Des écoles sont en tension, comme nous le signalons à chaque CTSD. Il est devenu aussi très urgent et vital de doter les brigades de remplacements à la hauteur des besoins sur le terrain. Le tissu rural, voire hyper-rural de notre département doit absolument demeurer de proximité.